

## Résumé

Face à la mondialisation et à la révolution de l'information (MRI), le défi le plus exigeant consiste à éviter que l'intégration grandissante de l'économie mondiale n'accroisse la désintégration sociale au sein des nations. Le coup de génie des arrangements institutionnels mis en place dans l'immédiat après-guerre reflétait le compromis réalisé à l'époque, celui du « libéralisme intégré », qui a favorisé l'essor de l'État-providence en même temps que celui des échanges commerciaux et des relations internationales. La présente analyse explore les pistes qui nous permettraient de trouver le même genre de compromis en vue de domestiquer la MRI.

Sans doute l'effet le plus intéressant de la MRI est-il d'avoir fait des citoyens les premiers bénéficiaires de la révolution de l'information, comme en témoigne l'émergence d'associations et d'ONG bien informées, actives à l'échelle nationale et internationale, et qui sont en passe de modifier fondamentalement la gestion supranationale. D'un autre côté, sa tendance à accentuer la polarisation des revenus de marché est sans doute son effet le plus troublant. Cette étude préconise la mise en valeur du capital humain pour garantir une appropriation réussie de la MRI. Autrement dit, le Canada doit tout mettre en œuvre pour devenir un « État d'esprits ». La démocratisation du capital humain et l'accessibilité aux compétences sont les deux clés pour créer la richesse, aplanir les inégalités, relever la qualité de vie et renforcer le pouvoir des citoyens.

Parce qu'elle permet de réinventer la solidarité collective et de créer de nouvelles sphères de citoyenneté, la société civile est en train de s'imposer comme un instrument essentiel pour contrer les forces impersonnelles de la mondialisation. Mais curieusement, si sa contribution est de plus en plus valorisée au sein des nations, il en va tout autrement au niveau supranational où les ONG et autres associations de citoyens entrent en conflit avec les organisations mondiales comme l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, sans parler bien sûr des multinationales.

Tout en reconnaissant ce phénomène, évident lors des confrontations de Seattle, de Québec ou de Genève, l'auteur se veut malgré tout optimiste quant au rôle futur des ONG. En effet, parce qu'elles sont désormais conscientes de détenir le pouvoir de compromettre (comme avec l'AMI) ou de perturber (comme à Seattle) les initiatives en faveur d'une gouvernance internationale, l'auteur est d'avis que les ONG adopteront une démarche plus constructive; ce changement s'impose d'autant plus qu'une stratégie d'obstruction ne pourra mener, à terme, qu'à la privatisation des échanges commerciaux internationaux, ce qui renforcerait le pouvoir des multinationales et en premier lieu des multinationales américaines. L'enjeu consiste dès lors à trouver l'« espace » au sein duquel leur contribution sera la plus significative.

Pour améliorer la gouverne mondiale ou, plus précisément, pour mettre en œuvre les mesures de transparence, d'imputabilité et de participation qui assureront la bonne marche de la mondialisation ou des rencontres de l'OMC, il existe ainsi plusieurs voies prometteuses, dont les suivantes :

- Faire pressions sur l'OMC en vue de la faire évoluer dans le sens d'une institution de gestion et de conciliation des différences entre nations plutôt que de nivellement de ces différences, selon une démarche plus respectueuse de la souveraineté.
- Le mouvement en faveur d'une série d'OMx créées sur le modèle de l'OMC — le x désignant, selon le cas, l'environnement (OME), les droits de la personne (OMDP), etc. —, qui coordonneraient leur expertise pour contribuer aux réglementations internationales et à la résolution des conflits.
- Le *Global Compact* des Nations unies, inspiré d'une approche créative et volontaire d'intégration à la gestion d'entreprise d'un minimum de droits sociaux, environnementaux et du travail.
- La probabilité que les actions de la société civile suscitent la mise au point de codes de gestion responsable que les consommateurs adopteront, ce qui devrait inciter les entreprises à les adopter aussi.
- L'émergence du G-20 en tant qu'institution internationale la plus représentative et, par conséquent, la mieux à même de concilier un vaste éventail de questions préoccupant la société civile mondiale.

Bref, il existe aujourd'hui d'intéressantes avenues pour repenser et intégrer la gouverne mondiale de manière à ce que la MRI ne profite pas seulement aux entreprises mais aussi aux citoyens. Amère ironie : cette réorientation a sans doute de meilleures chances de réussite depuis les terribles événements du 11 septembre 2001, qui forceront peut-être les États-Unis à raffermir leur engagement international.